

19 novembre 1992. — 1662 MECU. SDU. — Il est concédé à titre provisoire à M. Kéita Yacouba, 01 B.P. 1 297 Abidjan 01, le lot n° 2 576, îlot 231 d'Anyama-Zossonkoi première Extension, d'une superficie de 2 826 mètres carrés, immatriculé au nom de l'Etat sous le numéro 62 152 de la circonscription foncière de Bingerville.

## MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

**DECRET n° 94-212 du 20 avril 1994 portant institution de concours exceptionnels de promotion pour l'accès à certains emplois de grade A4.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'Emploi et de la Fonction publique,

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 93-607 du 2 juillet 1993 portant modalités communes d'application du statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 93-608 du 2 juillet 1993 portant classification des grades et emplois dans l'Administration de l'Etat et dans les établissements publics nationaux ;

Vu le décret n° 93 PR. 11 du 15 décembre 1993 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 93-921 du 30 décembre 1993 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Pendant une période de trois années à compter de la date du présent décret, il est institué des concours exceptionnels de promotion, en faveur de certains fonctionnaires du grade A3 pour l'accès aux emplois de leur spécialité du grade A4.

Art. 2. — Les fonctionnaires bénéficiaires des dispositions du présent décret doivent remplir les conditions ci-après :

a) Etre âgé de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours ;

b) Etre en activité à la date du concours dans un emploi du grade A3 depuis sept années au moins ;

c) Avoir exercé pendant trois années au moins dans l'emploi du grade A3 une fonction de sous-directeur d'Administration centrale ou une fonction équivalente, ou occuper pendant deux ans au moins une fonction avec rang de directeur d'Administration centrale.

Art. 3. — Le nombre de postes ouverts pour chaque concours ne peut excéder cinquante pour cent des nominations effectuées dans l'emploi au cours de l'année précédente.

Art. 4. — Les modalités des concours sont fixées par arrêtés conjoints du ministre chargé de la Fonction publique et des ministres intéressés.

Art. 5. — Le ministre de l'Emploi et de la Fonction publique et les ministres intéressés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 20 avril 1994.

Henri Konan BEDIE.

**DECRET n° 94-217 du 20 avril 1994 portant création et organisation du Fonds de Soutien à l'Emploi par des travaux d'utilité publique à haute intensité de main-d'œuvre.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'Emploi et de la Fonction publique et du ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie, des Finances et du Plan,

Vu la loi organique n° 59-249 du 31 décembre 1959 relative aux lois de Finances, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'ordonnance n° 87-366 du 1<sup>er</sup> avril 1987 relative à la création de Fonds nationaux au sein de la Caisse autonome d'Amortissement, ratifiée par la loi n° 87-805 du 28 juillet 1987 ;

Vu la loi n° 88-681 du 22 juillet 1988 fixant les règles relatives à l'établissement public à caractère financier dénommé « Caisse autonome d'Amortissement » ;

Vu la loi n° 94-201 du 8 avril 1994 portant loi de Finances pour la gestion 1994 ;

Vu la loi n° 94-202 du 8 avril 1994 portant Budget spécial d'Investissement et d'Equipeement pour l'année 1994 ;

Vu le décret n° 88-730 du 25 août 1988, tel que modifié par le décret n° 92-528 du 2 septembre 1992 portant application de la loi n° 88-681 du 22 juillet 1988 fixant les règles relatives à l'établissement public à caractère financier dénommé « Caisse autonome d'Amortissement » ;

Vu le décret n° 93 PR. 11 du 15 décembre 1993 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 93-921 du 30 décembre 1993 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 94-194 du 30 mars 1994 portant organisation et fonctionnement des Fonds nationaux créés au sein de la Caisse autonome d'Amortissement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Il est créé, au sein de la Caisse autonome d'Amortissement, un Fonds national dénommé « Fonds de Soutien à l'Emploi par des travaux d'utilité publique à haute intensité de main-d'œuvre » ; désigné au présent décret « le Fonds ».

Art. 2. — Le Fonds a pour mission de mobiliser les ressources nécessaires au soutien de la politique de l'emploi, par l'exécution de travaux d'utilité publique ou collective à haute intensité de main-d'œuvre.

Art. 3. — Le Fonds a pour objet le financement de la prise en charge de certains coûts salariaux supportés par les entreprises ou organismes qui réalisent les travaux mentionnés à l'article 2 ci-dessus.

Art. 4. — Le Fonds national est placé sous les tutelles :

- Technique du ministre chargé de l'Emploi ;
- Economique et financière du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Art. 5. — Les ressources du Fonds sont constituées par :

- Les dotations et les subventions de l'Etat ;
- Les emprunts contractés par l'Etat et affectés au Fonds ;
- Le produit de ses placements ;
- Les dons et legs ;
- Et, plus généralement, toutes autres recettes qui pourraient lui être affectées.

Art. 6. — Les emplois du Fonds sont constitués par le règlement aux entreprises ou organismes en charge de la réalisation des travaux à haute intensité de main-d'œuvre de tout ou partie de la masse salariale correspondant aux personnels qu'ils emploient.

Art. 7. — Le Fonds est administré par un Comité de Gestion composé comme suit :

- Un représentant du ministre chargé de l'Emploi, *président* ;
- Un représentant du ministre chargé de l'Equipement ;
- Un représentant du ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- Un représentant du ministre de l'Intérieur ;
- Le président directeur général de la Caisse autonome d'Amortissement.

Art. 8. — Le Comité de Gestion délibère sur toutes questions afférentes à :

- (i) La gestion courante du Fonds, et notamment :
  - \* La détermination des programmes d'activité ;
  - \* La préparation et le suivi du budget ;
  - \* L'élaboration des états financiers annuels ;
  - \* Le rapport annuel d'activité ;
  - \* Le suivi des placements financiers ;
  - \* L'élaboration du règlement intérieur et sa mise en œuvre.
- (ii) Et à la réalisation de son objet, notamment :
  - \* La définition des études préparatoires à la réalisation des programmes ;
  - \* La définition et la détermination des travaux à réaliser ;
  - \* La définition des critères de choix des entreprises à même de réaliser lesdits travaux.

Art. 9. — Il est créé un Comité de Suivi composé de douze membres maximum et comprenant :

- Deux députés à l'Assemblée nationale ;
- Un membre du Conseil économique et social, ainsi que des représentants :
  - Du ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
  - Du ministre chargé de l'Equipement ;
  - Du ministre chargé de l'Emploi ;

- De l'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire ;
- De l'Agence générale pour la Promotion de l'Emploi ;
- De la Caisse autonome d'Amortissement ;
- Des bailleurs de fonds.

Art. 10. — Le Comité de Suivi donne son avis, chaque année, sur les programmes d'activité, le projet de budget et le rapport annuel d'activité du Fonds qui lui sont soumis par le Comité de Gestion et, de manière générale, sur toutes les questions dont il est saisi par l'un ou l'autre des ministres de tutelle ou par le Comité de Gestion.

Art. 11. — Le ministre de l'Emploi et de la Fonction publique et le ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie, des Finances et du Plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 20 avril 1994.

Henri Konan BEDIE.

*DECRET n° 94-218 du 20 avril 1994 portant création et organisation du Fonds d'Insertion des Jeunes diplômés et de Réinsertion des Déflattés des secteurs public et privé.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'Emploi et de la Fonction publique et du ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie, des Finances et du Plan,

Vu la loi organique n° 59-249 du 31 décembre 1959 relative aux lois de Finances, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'ordonnance n° 87-366 du 1<sup>er</sup> avril 1987 relative à la création de Fonds nationaux au sein de la Caisse autonome d'Amortissement, ratifiée par la loi n° 87-805 du 28 juillet 1987 ;

Vu la loi n° 88-681 du 22 juillet 1988 fixant les règles relatives à l'établissement public à caractère financier dénommé « Caisse autonome d'Amortissement » ;

Vu la loi n° 94-201 du 8 avril 1994 portant loi de Finances pour la gestion 1994 ;

Vu la loi n° 94-202 du 8 avril 1994 portant Budget spécial d'Investissement et d'Equipement pour l'année 1994 ;

Vu le décret n° 88-730 du 25 août 1988, tel que modifié par le décret n° 92-528 du 2 septembre 1992 portant application de la loi n° 88-681 du 22 juillet 1988 fixant les règles relatives à l'établissement public à caractère financier dénommé « Caisse autonome d'Amortissement » ;

Vu le décret n° 93 PR. 11 du 15 décembre 1993, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 93-921 du 30 décembre 1993 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 94-194 du 30 mars 1994 portant organisation et fonctionnement des Fonds nationaux créés au sein de la Caisse autonome d'Amortissement ;

Le Conseil des ministres entendu,